

Révoltes

5 mars 2006
Suppl au n° 9 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Pour imposer le retrait du CPE – par la manifestation centrale et la grève générale – il est nécessaire de combattre ce gouvernement

DEHORS CHIRAC, VILLEPIN et SARKOZY !

SANS ATTENDRE 2007 !

Depuis des semaines, la mobilisation est engagée pour imposer le retrait du Contrat première embauche.

Toutes les organisations de la jeunesse, toutes les organisations ouvrières (les syndicats, le PS, le PCF) ont été amenés à se prononcer immédiatement pour le retrait pur et simple du CPE. Mais le gouvernement a utilisé la procédure d'urgence, puis l'article 49 ter pour faire adopter dès février le projet à l'Assemblée nationale puis au Sénat.

Malgré trois défaites électorales, le gouvernement poursuit ses attaques.

Ce gouvernement est ultra minoritaire dans le pays, ainsi que l'ont montré les élections de mars 2004 (régionales et cantonales) puis celles de juin 2004 (européennes). Et le 29 mai 2005, Chirac a été battu à plate couture lors du référendum destiné à ratifier le projet constitutionnel sur l'Europe. Le « non » a vaincu, alors même que Chirac avait convoqué ce référendum pour tenter de surmonter sa défaite de 2004 et pour essayer de se refaire plébisciter.

La jeunesse et la population laborieuse veulent en finir avec toute cette politique de défense du capitalisme ; elles veulent en finir au plus vite avec ce gouvernement. Or, celui-ci poursuit ses attaques contre les acquis sociaux, renforce les mesures policières : le Contrat de première embauche apparaît six mois après le contrat de nouvelle embauche réservé aux entreprises de moins de vingt salariés. Dans les deux cas, deux ans durant, on peut être licencié sans motif.

Comment vaincre le gouvernement ?

Ce qui permet à ce gouvernement de poursuivre l'offensive, c'est qu'aucun dirigeant du PS ou du PCF, aucun dirigeant des confédérations syndicales n'a exigé que Chirac s'en aille : ni en 2004, ni au soir du 29 mai 2005. Au contraire, François Hollande et MG Buffet n'ont cessé de répéter : « Chirac restera en place jusqu'en 2007 ». C'était donner un feu vert à Chirac. Si le gouvernement n'est pas menacé dans son existence, tout lui est permis.

Et aujourd'hui, ni Hollande ni Buffet n'appellent davantage au départ de Chirac, immédiatement. Or, une telle déclaration serait un immense encouragement à la mobilisation : **une telle perspective politique donnerait une forte impulsion à la grève générale nécessaire pour infliger une défaite au gouvernement.** Mais c'est justement une telle mobilisation qu'ils redoutent. C'est pour cela que les dirigeants syndicaux freinent la mobilisation depuis janvier. C'est pour cela que les dirigeants du PS et du PCF font des « contre propositions » alors que leur responsabilité, c'est d'exiger : **un seul contrat pour tous ! Le CDI, c'est le minimum ! À bas le CPE, à bas le CNE !** Et c'est d'organiser, sur cette orientation une gigantesque manifestation à l'Assemblée nationale, contre la majorité UMP-UDF.

Que les dirigeants de l'UNEF et des organisations de la jeunesse se prononcent pour le départ immédiat de Chirac et de l'ensemble de son gouvernement. Qu'ils s'adressent aux dirigeants du PS, du PCF et des confédérations syndicales pour l'organisation commune d'une manifestation centrale sur le mot d'ordre : pour l'abrogation du CPE, dehors Chirac, Villepin et Sarkozy sans attendre 2007 !

Une alternative existe.

Des bureaucrates syndicaux répondent « on ne peut appeler à chasser Chirac parce qu'il n'y a pas d'alternative ». MG Buffet dit : « l'alternative n'est pas prête ».

Mensonges ! En 2004, en mars puis en juin, par leur vote massif en faveur des candidats du PS et du PCF (et des listes dirigées par le PS et le PCF) les travailleurs ont montré qu'une alternative immédiate est possible : un gouvernement du PS et du PCF sans Chirac ni organisation bourgeoise.

« Mais le PS et le PCF ne le veulent pas », diront certains ; « mais on ne les changera pas » vont répondre d'autres.

Alors, c'est une nouvelle organisation, un nouveau parti qu'il faut construire.

Ce que veut Révoltes : construire une Organisation révolutionnaire de la jeunesse, une organisation qui combatte pour en finir avec le capitalisme. C'est parce que nous avons cet objectif que Révoltes milite pour l'unité de toutes les organisations ouvrières et de la jeunesse, ce qui inclut que Révoltes se prononce – sur le plan gouvernemental – pour un mot d'ordre transitoire : un gouvernement des seuls partis ouvriers sans Chirac ni ministre d'organisations bourgeoises.

Pour la jeunesse, comme pour tous les travailleurs, le minimum, c'est la défense du CDI :

Aucune contre-proposition !

Assez de contrats particuliers et de « petits boulots » !

Le même contrat pour tous !

La politique du gouvernement, c'est de multiplier les différentes sortes de contrats pour la jeunesse, de multiplier les contrats remettant en cause les CDI... Mais ils préparent aussi un contrat particulier pour les « séniors ».

L'objectif, c'est de disloquer le code du travail. Quand dans une entreprise, il y a dix sortes de contrats différents, c'est plus difficile de se défendre tous ensemble. Les conventions et les statuts collectifs limitent la concurrence entre les travailleurs. L'objectif, c'est de diviser les travailleurs pour accentuer l'exploitation.

Il n'y a donc pas à inventer de « nouveaux contrats » pour mettre « à la place du CPE ». Il suffit d'exiger : retrait du CPE ! Abrogation du CNE ! Le minimum, c'est le CDI.

Or, face aux projets du gouvernement, le PS et le PCF font des contre-propositions qu'ils veulent « mettre à la place du CPE » : Fabius propose « un Contrat d'insertion en alternance » ; Hollande propose « un CDI avec volet formation financé par l'État ». Strauss Kahn propose « un plan de formation par alternance » et Ségolène Royal « des emplois tremplins ». Quant au PCF et à la CGT, ils mettent en avant des contrats qui deviendraient individualisés sous la forme d'un « parcours sécurisé pour l'emploi ».

Le « parcours sécurisé », individuel, deviendrait en réalité, « le parcours de l'insécurité individuelle ». Et désormais, c'est Martine Aubry qui arrive avec sa contre proposition, qu'elle surnomme EVA : les moins de vingt-cinq ans, précaires ou à la recherche d'emploi auraient une indemnisation en échange d'un « service civique obligatoire », c'est à dire six mois de corvée gratuite. En clair : une aumône en échange du servage obligatoire.

Tous ces projets sont inacceptables. Ils s'opposent au droit des jeunes à un CDI qui tienne compte de leur qualification ; ces projets remettent en cause la notion de contrat identique pour tous. Ce que veut la jeunesse : des emplois en CDI, le respect des grilles de qualifications référencées aux diplômes, (ce qui implique la défense des diplômes nationaux, le rejet du LMD) ; le rétablissement de tous les postes supprimés aux concours de la Fonction publique et la création massive de postes (défense des garanties statutaires).

Une seule exigence : **Retrait du CPE, retrait du CNE ! Défense du CDI ! Aucune « réécriture » du code du travail ! Création massive de postes de titulaires aux concours de la Fonction publique ; rétablissement de tous les postes supprimés.**

**Le projet de service civique obligatoire : une intolérable menace contre toute la jeunesse.
Non à l'instauration du servage ! Non à l'embrigadement !**

Au moment où les députés venaient de voter le CPE, François Bayrou a annoncé qu'il présenterait un amendement. Son objectif ? Rendre obligatoire un projet de « service civique ».

Le très chrétien Bayrou s'appuie sur la campagne que vient d'engager la presse chrétienne en faveur d'un « service civique obligatoire » : pendant six mois ou plus, les jeunes seraient obligés de travailler **gratuitement** au compte de l'État ou d'associations diverses sous prétexte de « fraternité et de solidarité ».

Ils veulent « un service citoyen » pour remplacer le service militaire supprimé il y a trois ans. Ainsi, les jeunes n'ont plus le droit d'apprendre à se servir des armes, mais ils devraient être embrigadés au service de l'État ou d'organisations à son service ! Et travailler gratuitement là même où l'on supprime des postes (écoles, hôpitaux...) !

Cette campagne est soutenue par plusieurs centaines de députés. Qu'on trouve parmi eux la masse réactionnaire de l'UMP et l'UDF, quoi de plus normal ?

Mais qu'on y trouve une masse de députés du PS et du PCF, avec des sénateurs de ces deux partis, est inacceptable. Qu'ils cessent de soutenir l'UMP et l'UDF ! **Qu'ils retirent leur signature !**

Ces signatures sont inacceptables. En outre, alors qu'il y a mobilisation contre le CPE, comment peut-on prétendre s'opposer au gouvernement d'un côté et de l'autre s'allier avec l'UMP et l'UDF pour faire passer ce projet ?

La jeunesse doit s'organiser pour mettre en échec cette canaillerie. Partout, faites prendre position et signer l'appel suivant : « **Nous rejetons totalement le projet de service civique obligatoire que défendent l'UMP et l'UDF : nous refusons le servage, nous refusons l'embrigadement.**

Il est inacceptable que des députés du PS et du PCF soutiennent ce projet :

- **députés du PS et du PCF, retirez votre signature et votre soutien à ce projet !**
- **dirigeants du PS et du PCF, rejetez ce projet ! »**

C'est cette position que doit défendre l'UNEF et toutes les organisations de la jeunesse.